

PAR COURRIEL

Québec, le 21 octobre 2024

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES ET PRÉSIDENTS-
DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES INTÉGRÉS ET DES CENTRES
INTÉGRÉS UNIVERSITAIRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,
Messieurs,

Nous souhaitons vous informer des orientations ministérielles récentes en lien avec le dossier des femmes enceintes à statut migratoire précaire sans couverture de santé.

En 2022, la RAMQ a publié un rapport intitulé *Portrait des femmes enceintes sans couverture santé au Québec* qui brosse un portrait global de la situation des femmes enceintes sans assurance maladie et présente des avenues potentielles pour améliorer leur accès à des soins de santé.

Par la suite, en 2023, un comité opérationnel a été mandaté pour proposer des options de mise en œuvre d'un programme ciblant spécifiquement les femmes enceintes sans couverture santé en situation de vulnérabilité. Le comité était composé de représentants de différents organismes en contact avec cette clientèle, de gestionnaires du réseau et de représentants d'associations professionnelles.

Les travaux du comité ont fait l'objet d'un examen approfondi au niveau ministériel. Suivant cet examen, dans le contexte actuel, il fut décidé que la couverture actuelle de soins de santé se maintiendra sans l'ajout d'un programme spécifique pour cette clientèle. Bien entendu, les situations d'exception qui surviennent seront toujours analysées lorsque nécessaire.

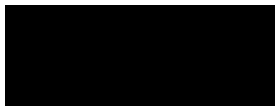
... 2

Il importe de rappeler qu'il incombe aux personnes non admissibles au régime public, dont les femmes enceintes choisissant d'accoucher au Québec, d'assumer leurs obligations et part de responsabilités auxquelles l'État ne peut se substituer, notamment le fait de souscrire une assurance privée pour la durée de leur séjour. Les tarifs pouvant être facturés à ces personnes, lorsqu'elles consultent dans un établissement du réseau de la santé et des services sociaux, sont fixés dans la circulaire [2024-009](#) (03.01.42.19) portant sur *les tarifs pour les services rendus en externe, prix de la journée pour la courte et la longue durée ainsi que le prix de journée pour la réadaptation, les nouveau-nés et les services aux jeunes*.

Enfin, nous vous invitons à continuer de documenter et de colliger les informations appropriées, tant sur les clientèles qui ne sont pas assurées par la RAMQ (en distinguant celles couvertes par le Programme fédéral de santé intérimaire, une assurance privée ou sans assurance) que sur les impacts financiers pouvant en découler (coût de ces services obstétricaux et accouchements, source du paiement ou mauvaise créance). Cela nous permettra de suivre l'évolution des tendances au sein de vos établissements.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel Paré

c. c. M. Frédéric Abergel, Santé Québec
Mme Geneviève Biron, Santé Québec
Présidentes-directrices générales adjointes et présidents-directeurs généraux adjoints des centres intégrés et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux

N/Réf. : 24-MS-03996